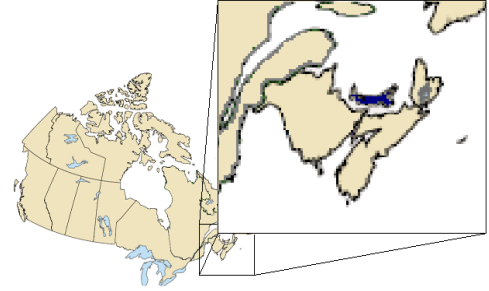




Analyse de l'environnement

Île-du-Prince-Édouard

2019



PRINCIPAUX FAITS SAILLANTS

- ❖ La croissance mondiale a progressé en 2017 et 2018, mais devrait ralentir quelque peu en 2019, ce qui s'explique en partie par les incertitudes commerciales, le resserrement des conditions financières, ainsi que le ralentissement économique à la fin de 2018. Les perspectives économiques mondiales pourraient être minées par des mesures commerciales supplémentaires, le possible retrait désordonné du Royaume-Uni de l'Union européenne (le Brexit) et un ralentissement aux États-Unis ou en Chine plus marqué que prévu.
- ❖ La croissance économique aux États-Unis serait actuellement supérieure à la tendance, tandis que le taux de chômage aux États-Unis est inférieur à sa moyenne à long terme. La croissance aux États-Unis devrait reculer en 2019 et 2020, mais les marchés du travail pourraient demeurer restreints. Le différend commercial entre les États-Unis et la Chine a nui à la croissance dans les deux pays, et certaines entreprises craignent une hausse des coûts et un affaiblissement de la demande.
- ❖ Après une forte croissance en 2018, l'économie canadienne devrait ralentir en 2019, mais la croissance devrait reprendre au second semestre de l'année et s'améliorer légèrement en 2020. Ce ralentissement est principalement dû à la faiblesse du secteur de l'énergie. Le resserrement de la politique monétaire et les niveaux d'endettement élevés pourraient limiter la croissance des dépenses de consommation, malgré certaines améliorations récentes au chapitre de l'emploi et des salaires. Sur une note plus positive, les exportateurs de produits non énergétiques devraient profiter de la faiblesse du dollar et de l'entrée en vigueur de nouveaux accords commerciaux.
- ❖ L'économie de l'Île-du-Prince-Édouard a connu une croissance de 2,1 % en 2018 grâce aux activités dans les industries de la construction et de la fabrication ainsi qu'aux dépenses de consommation, lesquelles témoignent de la croissance de l'emploi et des revenus du travail. Étant donné que les tendances relatives à ces facteurs clés devraient se maintenir, les perspectives économiques restent favorables pour 2019.
- ❖ La construction résidentielle a connu un essor en 2018 grâce à la croissance continue de la migration internationale, à la réduction de l'émigration nette des résidents de la province de même qu'à l'exode rural, qui, collectivement, ont stimulé la demande de logements. Cette situation a favorisé une forte reprise des activités dans l'industrie des services immobiliers et des services de location et de location à bail au sein de la province.

- La population active de la province continue de croître, sous l'impulsion d'une activité accrue des travailleurs âgés de 55 ans et plus. Un nombre record de 76 000 personnes occupaient un emploi en 2018 et le taux de chômage de la province a chuté à son point le plus faible en 40 ans.
- Les perspectives quant au marché du travail de l'Île-du-Prince-Édouard demeurent favorables à moyen terme, mais des défis persistent, particulièrement en ce qui concerne le vieillissement de la population, les pressions exercées sur le marché du logement et le développement des communautés rurales.

APERÇU GÉNÉRAL / CONTEXTE ÉCONOMIQUE

La croissance mondiale ralentira en 2019

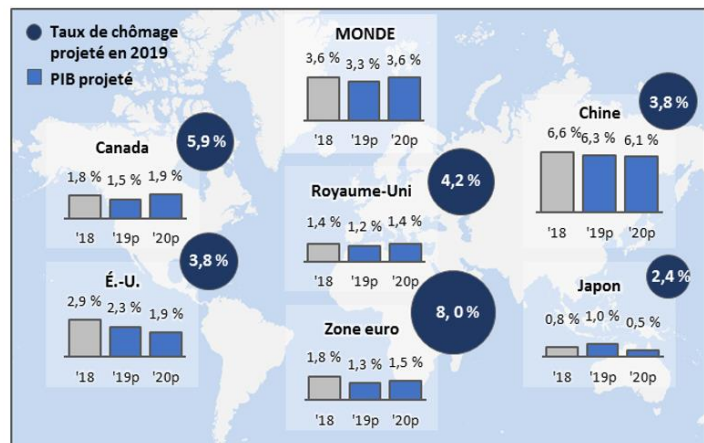
Si la croissance mondiale s'est accélérée en 2017 et 2018, un certain nombre de vents contraires soufflent à l'horizon. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit que la production mondiale ralentira, passant de 3,6 % en 2018 à 3,3 % en 2019 (Figure 1).

Les incertitudes commerciales sont les principales sources de préoccupation. Cela comprend la possibilité que les États-Unis et la Chine prennent d'autres mesures commerciales et les incertitudes liées à la ratification de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique. Parmi les autres risques à noter, il y a les effets différés du resserrement des politiques budgétaires et monétaires en 2018, le ralentissement de la croissance dans les grandes puissances économiques comme les États-Unis et la Chine, l'importance de la dette publique et de la dette privée et le risque d'un Brexit marqué par le désordre.

En 2018, les différends commerciaux entre les États-Unis et la Chine se sont intensifiés, ce qui a nui à la croissance dans les deux pays. Les États-Unis et le Canada sont devenus de plus en plus dépendants du commerce avec la Chine. Selon les données de la Banque mondiale¹, la part des exportations américaines vers la Chine est passée de moins de 2 % en 1997 à plus de 8 %

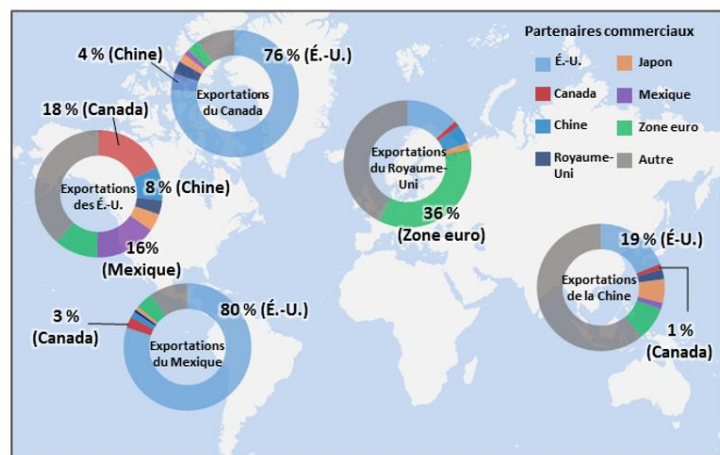
Figure 1 : Perspectives de croissance économique

Croissance du PIB réel (variation annuelle en %, dollars constants) / Taux de chômage (%)



Source : Fonds monétaire international, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2019

Figure 2 : Part des partenaires exportateurs mondiaux, 2017
Commerce international de marchandises et de services commerciaux (\$ US)



Source : Banque mondiale, World Integrated Trade Solution / base de données Comtrade des Nations Unies

¹ Banque mondiale, ensemble de données du logiciel World Integrated Trade Solution / base de données Comtrade des Nations Unies. Sur Internet : <https://wits.worldbank.org/> (consulté le 1^{er} avril 2019).

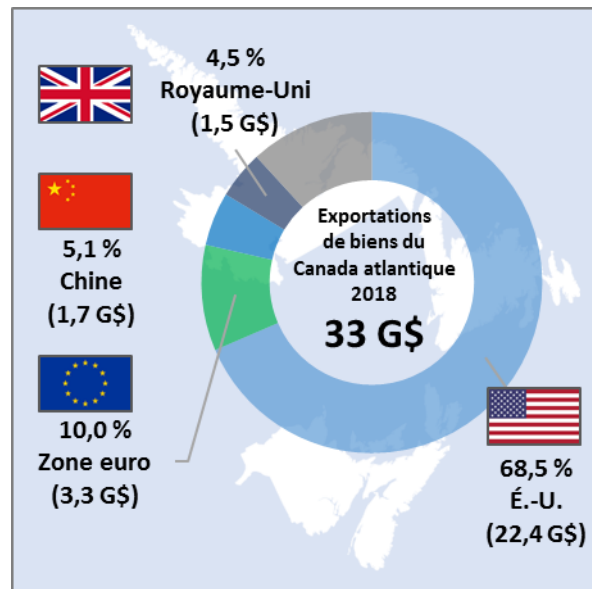
(130 milliards de dollars américains) en 2017 (Figure 2). De plus, près de 22 % des importations américaines provenaient de Chine en 2017 (526 milliards de dollars américains). Le renforcement des obstacles au commerce pourrait entraîner une hausse des coûts des biens intermédiaires importés et des prix pour les consommateurs. Ce même phénomène pourrait également miner la confiance des entreprises et l'investissement, perturber les chaînes d'approvisionnement et ralentir la croissance de la productivité².

Le Canada a également entretenu des relations tendues avec la Chine en 2018, et les pourparlers commerciaux entre les deux pays ont pris fin en 2018. Le Canada est lui aussi devenu de plus en plus dépendant du commerce avec la Chine. La part des exportations totales du Canada vers la Chine est passée de moins de 1 % à plus de 4 % entre 1997 et 2017 (voir la figure 2). Environ 12 % des importations du Canada provenaient de la Chine en 2017 (54 milliards de dollars américains). Les données sur les exportations de marchandises en 2018 montrent que la Chine est la deuxième destination des exportations de biens du Canada atlantique parmi les pays, derrière les États-Unis (Figure 3). En 2018, un peu plus de 5 % des exportations internationales de marchandises du Canada atlantique étaient destinées à la Chine (1,3 milliard de dollars américains, soit 1,7 milliard de dollars canadiens).

Au Canada en 2019, tous les regards seront tournés vers l'Accord Canada–États-Unis–Mexique, qui a été signé le 30 novembre 2018 et qui devrait être ratifié cette année. Plus des trois quarts des exportations canadiennes de biens étaient destinées aux États-Unis en 2018 (308 milliards de dollars américains, soit 399 milliards de dollars canadiens). La même année, la part des exportations de biens du Canada atlantique vers les États-Unis était de 68,5 %, une proportion légèrement inférieure (22,4 milliards de dollars canadiens, soit 17,3 milliards de dollars américains)³.

Figure 3 : Exportations de produits nationaux du Canada atlantique

Milliards de dollars canadiens/part des partenaires d'exportation (%)



Source : Innovation, Sciences et Développement économique Canada, Données sur le commerce en direct, consulté le 2019-03-22

² Fonds monétaire international, *Perspectives de l'économie mondiale*, janvier 2019. Sur Internet :

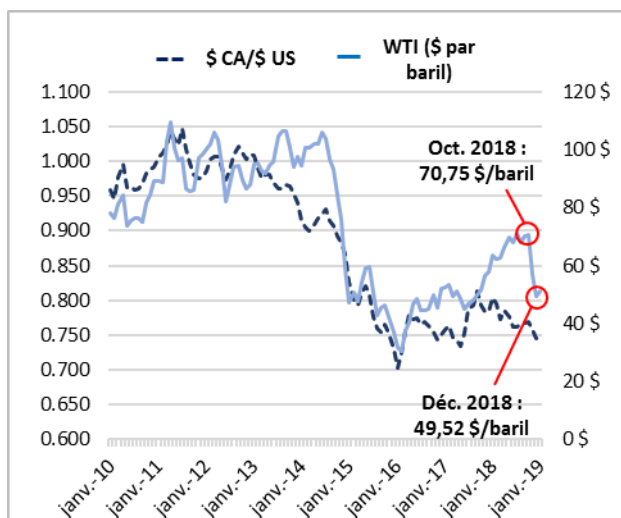
<https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2019/01/11/weo-update-january-2019>

³ Industrie Canada, *Données sur le commerce en direct*. Sur Internet : <http://www.ic.gc.ca/eic/site/tdo-dcd.nsf/fra/accueil> (consulté le 1^{er} avril 2019).

Malgré les incertitudes commerciales et d'autres sources de préoccupation, certains indicateurs économiques laissent supposer que la croissance des économies avancées pourrait être en perte de vitesse. De nombreuses banques centrales, dont la Banque du Canada, la Réserve fédérale américaine et la Banque centrale européenne, ont pris note du ralentissement de la croissance économique et de l'inflation et ont repoussé le relèvement des taux d'intérêt cette année⁴. La croissance des deux plus grandes puissances économiques du monde, soit les États-Unis et la Chine, devrait ralentir. L'économie chinoise a commencé à ralentir en 2018 en raison du resserrement de la réglementation financière et des répercussions des mesures commerciales opposant les États-Unis et la Chine. De même, l'économie américaine, qui dépasserait actuellement la tendance, devrait connaître une croissance moins importante que celle qui a été observée en 2018 (2,9 %) pour s'établir à un peu moins de 2,0 % en 2020⁵. En 2018, les mesures de relance du gouvernement américain, se présentant

sous forme de réduction d'impôt et d'augmentation des dépenses publiques, ont favorisé la croissance : le taux de chômage a chuté à son point le plus bas depuis les années 1960. Il est probable que le niveau actuel des dépenses publiques ne soit pas viable. Par ailleurs, le fait que les taux d'intérêt ont augmenté réduit la possibilité que les dépenses de consommation continuent d'augmenter, malgré des signes de hausse modérée des salaires. Certains indicateurs relatifs au marché de l'habitation américain se sont affaiblis au cours des derniers mois et certains fabricants américains ont fait part de leurs préoccupations au sujet de l'affaiblissement de la demande mondiale et de la hausse des coûts découlant de l'incertitude tarifaire et commerciale⁶.

Figure 4 : Le dollar canadien et le prix du pétrole
Dollar canadien/dollar américain (axe de gauche) et prix du pétrole brut (axe de droite)



Source : Banque du Canada, United-States Energy Information Administration (prix au comptant à Cushing, en Oklahoma)
WTI = Prix par baril de West Texas Intermediate (\$ US)

La faiblesse du cours du pétrole aura une incidence négative sur la croissance du Canada en 2019

Le FMI prévoit que l'économie canadienne ralentira, passant d'une croissance de 1,8 % en 2018 à 1,5 % en 2019. Ce ralentissement fait suite à une année 2017 exceptionnelle qui avait été marquée par une croissance de 3,0 %. La Banque du Canada a constaté que l'économie canadienne fonctionne presque à plein régime depuis plus d'un an. Les taux de chômage ont chuté à leur point le plus bas en 40 ans et l'inflation est proche

⁴ <https://www.federalreserve.gov/newsevents/pressreleases/monetary20190320a.htm> (en anglais seulement).

<https://www.banqueducanada.ca/2019/03/fad-communique-2019-03-06>

<https://www.ecb.europa.eu/pub/economic-bulletin/html/eb201902~a070c3a338.en.html> (en anglais seulement).

⁵ Fonds monétaire international, *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2019. Sur Internet :

<https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2019/03/28/world-economic-outlook-april-2019>

⁶ Réserve fédérale américaine, *Livre beige*, mars 2019.

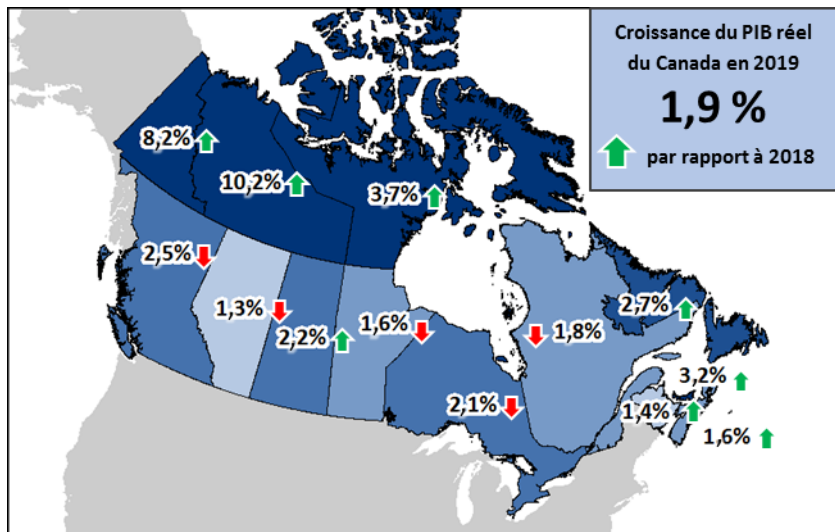
de l'objectif de 2 %⁷. Les principaux changements apportés aux perspectives au cours des derniers mois sont principalement liés à la fluctuation des prix sur les marchés du pétrole. Le cours du pétrole a chuté vers la fin de 2018, ce qui a incité les producteurs faisant partie ou non de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole à réduire leur production. En janvier 2019, le gouvernement de l'Alberta a imposé ses propres limites de production lorsque la décote du prix du pétrole canadien a atteint un sommet en raison des contraintes en matière de transport.

L'économie canadienne, et en particulier le dollar canadien, est étroitement liée au cours du pétrole (Figure 3). Lorsque les prix du pétrole ont chuté à la fin de 2018, la croissance du PIB du Canada s'est presque arrêtée et le dollar canadien a atteint son point le plus bas depuis 2017 (0,74 dollar américain en décembre 2018). La Banque du Canada s'attend à ce que cette faiblesse économique persiste jusqu'à la fin du premier semestre de 2019, puis s'atténue⁸. Malgré la réduction de la production, l'offre mondiale de pétrole devrait rester supérieure à la demande en raison de l'augmentation de la production américaine de schiste et du ralentissement de la demande mondiale. Le FMI prévoit que le cours du pétrole restera près des chiffres actuels, qui correspondent en moyenne à moins de 60 dollars américains le baril, au cours des prochaines années. Bien que la baisse des prix du pétrole ait été problématique pour certains, l'économie canadienne présente une certaine marge de manœuvre. Les consommateurs peuvent profiter de la baisse des prix de l'énergie, tandis que les exportateurs de produits non énergétiques peuvent profiter de la baisse du taux de change et des prix des intrants.

Néanmoins, d'autres facteurs entrent en jeu pour les consommateurs et les entreprises du Canada. La hausse des taux d'intérêt, les niveaux élevés de la dette privée, la faible croissance des salaires réels et le ralentissement des prix du logement pourraient annuler ces effets et entraîner un recul des dépenses de consommation en 2019. Les entreprises pourraient également bénéficier d'un amortissement fiscal accéléré récemment mis en place pour encourager les investissements, mais cela pourrait être neutralisé par des contraintes de capacité (qui se sont atténuées ces derniers mois⁹) ou de nouvelles mesures commerciales. À

Figure 5 : Perspectives économiques provinciales pour 2019

PIB réel, variation annuelle en pourcentage



⁷ Banque du Canada, *Rapport sur la politique*.

Source : Conference Board du Canada, *Provincial Outlook Economic Forecast: Winter 2019* et *Territorial Outlook Economic Forecast: Autumn 2018*

<https://www.banqueducanada.ca/2019/01/rpm-2019-01-09>

⁸ Banque du Canada, *Rapport sur la politique monétaire – Janvier 2019*. Sur Internet :

<https://www.banqueducanada.ca/2019/01/rpm-2019-01-09>

⁹ Banque du Canada, *Enquête sur les perspectives des entreprises – Printemps 2019*. Sur Internet :

<https://www.banqueducanada.ca/2019/04/enquete-sur-les-perspectives-des-entreprises-printemps-2019>

court terme, les dépenses consacrées aux infrastructures devraient maintenir l'équilibre de l'économie en vue des nouveaux fonds destinés à l'infrastructure de la santé et de la technologie. De plus, certaines provinces bénéficieront de projets d'immobilisations de grande envergure comme ceux qui démarrent actuellement en Ontario, au Québec et en Colombie-Britannique.

L'Alberta a été en tête des provinces pour ce qui est de la croissance en 2017, bien que la plupart des provinces, à l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador, aient connu une croissance plus forte cette année-là. La Colombie-Britannique, l'Alberta, le Québec, l'Ontario et l'Île-du-Prince-Édouard devraient connaître la plus forte croissance en 2018. En 2019, l'Alberta devrait accuser un retard par rapport aux autres provinces en raison de la réduction de la production pétrolière, du ralentissement de l'investissement des entreprises et du recul des mises en chantier (Figure 5). Le Conference Board du Canada prévoit que Terre-Neuve-et-Labrador sera en tête des provinces en matière de croissance en 2019, mais signale que cette croissance sera inégale en raison de l'instabilité observée dans l'industrie pétrolière et des calendriers de construction de divers projets.

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD : Les activités de construction, de fabrication et d'exportation favorisent la prospérité économique de la province

L'économie de l'Île-du-Prince-Édouard a connu une croissance respectable en 2018, après de très bons résultats en 2017. Selon les estimations du secteur privé, le produit intérieur brut réel aurait augmenté de 2,1 % en 2018, ce qui représente un ralentissement par rapport à la croissance observée en 2017, soit 3,4 % (la croissance la plus importante en 15 ans). Les industries de la construction, de la fabrication, des services immobiliers et des services de location et de location à bail ainsi que du commerce de détail s'étaient révélées les principaux moteurs économiques en 2017. L'activité économique générée par ces industries s'est poursuivie en 2018, mais dans une moindre mesure.

Le secteur de la construction résidentielle de l'Île-du-Prince-Édouard est demeuré florissant en 2018 : le nombre total de mises en chantier en milieu urbain et rural a atteint son niveau le plus élevé en 30 ans pour la province, la construction d'immeubles résidentiels a bondi de 40 % et la valeur des permis de construction résidentielle dans la province (un indicateur des projets envisagés dans le domaine) a augmenté de près de 25 % en un an. La construction résidentielle a profité de l'augmentation de la migration internationale vers la province ainsi que de la réduction de l'émigration nette des résidents, des facteurs qui ont contribué à stimuler la demande de logements. Cette situation a favorisé une forte reprise des activités dans l'industrie des services immobiliers et des services de location et de location à bail au sein de la province.

L'industrie de la fabrication de l'Île-du-Prince-Édouard a profité d'une forte demande quant aux exportations de la province, surtout de la part des États-Unis, où la conjoncture économique est demeurée solide. L'industrie continue de prospérer, en partie grâce à un taux de change favorable, ce qui rend les exportations provinciales plus concurrentielles sur les marchés internationaux. Les exportations de l'Île-du-Prince-Édouard ont d'ailleurs atteint un niveau record en 2018, soit 1,38 milliard de dollars, ce qui représente une augmentation de 5 % par rapport à l'ancien taux record, établi en 2017. Parmi les produits exportés notables qui expliquent cette hausse figurent les produits liés au domaine de l'aérospatiale et les produits alimentaires.

L'industrie du commerce de détail de l'Île-du-Prince-Édouard a connu une croissance respectable en 2018, à savoir 3,6 %. Elle avait connu des hausses robustes de 7,3 % et de 6,3 % en 2016 et en 2017, respectivement. En 2018, la plupart des catégories de l'industrie ont connu une croissance, principalement engendrée par les dépenses touchant les aliments et les boissons, les matériaux de construction, les véhicules automobiles et les pièces d'automobiles.

Parmi les facteurs ayant contribué à l'augmentation des dépenses dans la province figurent la croissance de l'emploi et l'augmentation des revenus du travail, la croissance démographique et une saison touristique favorable. En 2018, il y a eu une hausse des emplois occupés (surtout à temps plein), ce qui s'est traduit par une augmentation des revenus du travail et, par conséquent, des dépenses des ménages dans la province. De plus, le tourisme a bénéficié de l'augmentation du nombre de visiteurs provenant des navires de croisière, qui a connu une croissance de 8,2 % par rapport à 2017, laquelle s'était d'ailleurs révélée une année record à ce chapitre pour l'Île-du-Prince-Édouard en raison des célébrations du 150^e anniversaire du Canada.

En ce qui concerne les perspectives économiques de l'Île-du-Prince-Édouard pour les quelques prochaines années, les prévisionnistes du secteur privé s'attendent à ce que l'économie locale connaisse en 2019 une croissance comparable à celle de 2018, puis à ce qu'elle fléchisse en 2020. Selon le Conference Board du Canada, l'économie de l'Île-du-Prince-Édouard profitera d'une croissance démographique continue, ce qui permettra à la l'industrie de la construction d'être très active à moyen terme. De même, la faiblesse du dollar canadien continuera de stimuler les activités de fabrication et d'exportation. Il y avait une certaine incertitude entourant les élections générales du 23 avril dans la province. Quoi qu'il en soit, d'importantes promesses avaient été formulées lors des campagnes électorales; compte tenu de l'excédent budgétaire actuel, le budget de 2019 pourrait entraîner une augmentation notable des dépenses et/ou une réduction des impôts et, par extension, stimuler l'économie de la province à moyen terme.

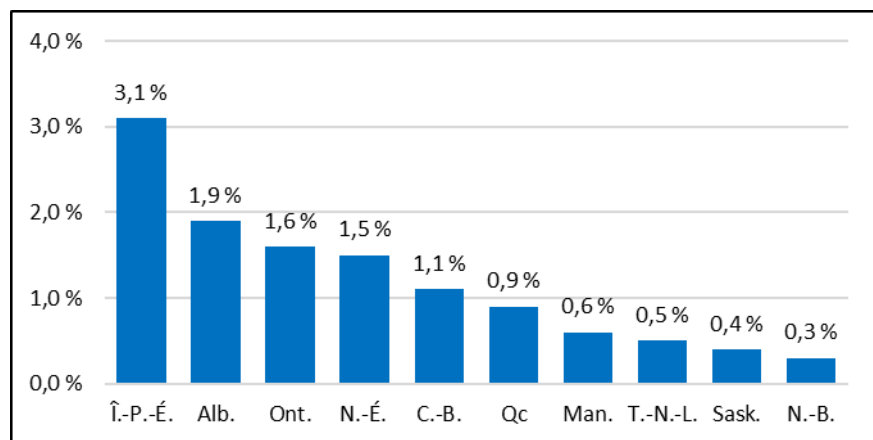
MARCHÉS DU TRAVAIL

CANADA : Les marchés du travail se resserrent partout au pays, mais les salaires réels n'ont pas encore augmenté

Le marché du travail canadien se redresse depuis la récession de 2009 et les conditions du marché du travail se sont considérablement resserrées. Depuis 2009, la croissance de l'emploi se fait à un rythme supérieur à la croissance de la population active, ce qui a entraîné la réduction du taux de chômage. En 2018, le taux de chômage se situait à son point le plus bas en 40 ans, soit 5,8 %. Les conditions du marché du travail se sont améliorées dans toutes les provinces (Figure 6), peu importe le sexe et le groupe d'âge.

Figure 6 : Croissance de l'emploi (variation en %), 2017 à 2018

Provinces canadiennes



Source : Statistique Canada, Tableau 14-10-0327-01 : Caractéristiques de la population active selon le sexe et le groupe d'âge détaillé, données annuelles

Les pénuries de main-d'œuvre sont de plus en plus préoccupantes dans bon nombre de secteurs et régions du pays. Selon un rapport récent de la Banque de développement du Canada, 39 % des petites et moyennes entreprises au Canada ont eu de la

difficulté à trouver de nouveaux travailleurs¹⁰. Le nombre de postes vacants a augmenté dans toutes les provinces en 2018. C'est en Colombie-Britannique que le taux de postes vacants était le plus élevé¹¹. Dans cette province, à titre d'exemple, ConstruForce Canada a constaté que la pénurie de main-d'œuvre dans le secteur de la construction a contribué à retarder les projets et à accroître les coûts¹².

La part qu'occupent les personnes de 55 ans et plus dans la population active canadienne a considérablement augmenté au cours des deux dernières décennies. Il y a 20 ans, 1 personne sur 10 au sein de la population active avait 55 ans et plus, comparativement à 1 personne sur 5 aujourd'hui. Bien que le taux d'activité au Canada ait légèrement diminué en 2018 pour s'établir à 65,4 %, le taux d'activité des travailleurs âgés (55 ans et plus) a suivi une tendance à la hausse. Il a atteint un sommet en 2017. L'activité accrue des travailleurs âgés a contribué à atténuer une partie des répercussions du vieillissement de la population sur la population active.

Malgré les rapports faisant état de pénuries sur le marché du travail, rien ne semble indiquer que les salaires réels aient augmenté de façon significative en réaction à ces pénuries. Les salaires moyens ont augmenté de 2,0 % en 2017 et de 2,6 % en 2018. Au cours de la même période, les prix moyens à la consommation ont augmenté de 1,6 % et 2,3 %, dans l'ordre¹³. La Banque du Canada s'est penchée sur plusieurs causes possibles. L'une d'entre elles est un ajustement à court terme dans les régions à forte consommation d'énergie pour faire baisser les prix du pétrole. Toutefois, d'autres forces structurelles pourraient également constituer un facteur, comme le pouvoir de négociation plus faible des travailleurs occupant des emplois atypiques liés à l'économie des petits boulots. Malgré ces influences, la Banque du Canada s'attend à ce que les salaires augmentent au deuxième trimestre de 2019¹⁴.

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD : Le marché du travail devrait maintenir une tendance très favorable en 2019

La population active comptait en moyenne 83 900 personnes en 2018, ce qui représente une augmentation de 2,7 % par rapport à 2017, laquelle s'explique principalement par la présence croissante de travailleurs âgés (personnes âgées de 55 ans et plus) qui occupent ou cherchent activement un emploi. Il s'agit d'une tendance à la hausse qui remonte au début du siècle : depuis l'an 2000, la participation des travailleurs âgés à la population active de l'Île-du-Prince-Édouard a augmenté de 6 % par année en moyenne, comparativement à

¹⁰ Banque de développement du Canada, *Pénurie de main-d'œuvre : un problème tenace*. Sur Internet : <https://www.ledevoir.com/documents/pdf/2019-01-15-penurie-main-doeuvre.pdf> (consulté le 1^{er} avril 2019).

¹¹ Statistique Canada, *Tableau 14-10-0325-01 : Postes vacants, employés salariés, taux de postes vacants et moyenne du salaire offert selon les provinces et territoires, données trimestrielles non désaisonnalisées*.

¹² ConstruForce Canada, *Regard prospectif – Construction et maintenance*, 2019. Sur Internet : <https://www.buildforce.ca/fr/catalog/labour-market-information/construction-forecast-reports> (consulté le 1^{er} avril 2019).

¹³ Statistique Canada, *Tableau 14-10-0223-01 : Emploi et rémunération hebdomadaire moyenne (incluant le temps supplémentaire) pour l'ensemble des salariés selon la province et le territoire, données mensuelles, désaisonnalisées*.

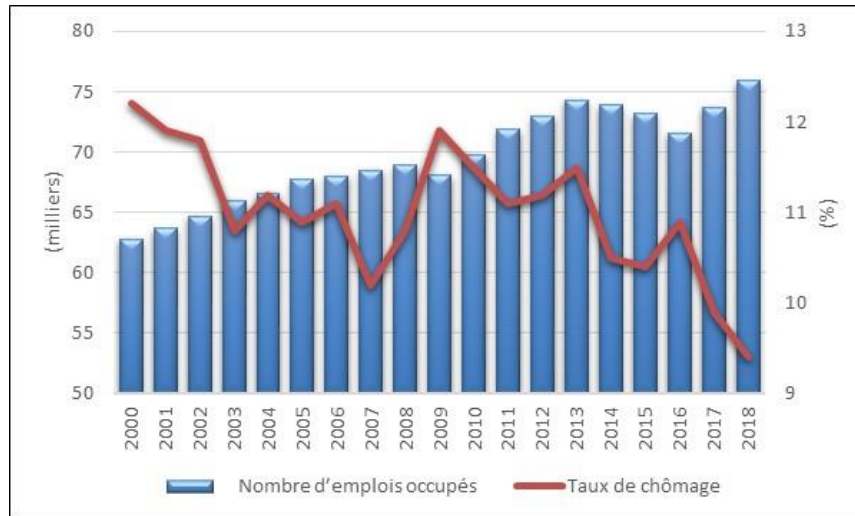
Statistique Canada, *Tableau 18-10-0005-01 : Indice des prix à la consommation, moyenne annuelle, non désaisonnalisé*.

¹⁴ Banque du Canada, *Les dessous du marché canadien du travail*. Sur Internet : <https://www.banqueducanada.ca/2019/01/dessous-marche-canadien-travail> (consulté le 1^{er} avril 2019).

1 % pour la période de 1987 à 2000. Parmi les travailleurs âgés qui ont contribué à la croissance de la population active en 2018, près de 7 sur 10 étaient des femmes.

Figure 7 : Nombre d'emplois occupés et taux de chômage, 2000 à 2018

Île-du-Prince-Édouard



Source : Statistique Canada, Tableau 14-10-0287-01 : Caractéristiques de la population active selon le sexe et le groupe d'âge détaillé, données annuelles

Un nombre record de 76 000 personnes occupaient un emploi à l'Île-du-Prince-Édouard en 2018 (comme on peut le voir à la figure 7), ce qui s'explique surtout par la hausse enregistrée au chapitre des emplois à temps plein. En effet, le nombre de personnes travaillant à temps plein a augmenté de 3,4 % en un an, trois des postes en question sur quatre étant occupés par des hommes. Si la situation de l'emploi s'est améliorée en 2018 par rapport à 2017, c'est parce qu'il y a eu des gains dans toutes les grandes catégories d'emploi, mais pas dans les mêmes proportions toutefois. La moitié des gains du côté de l'emploi a été réalisée chez les travailleurs autonomes, le secteur privé venant au deuxième rang à cet égard (on y a vu près du tiers des gains en emploi). Les autres gains sont survenus dans le secteur public. Le nombre de travailleurs autonomes à l'Île-du-Prince-Édouard a augmenté de 11,5 % par rapport à 2017, ce qui représente le taux de croissance le plus élevé au pays (bien au-delà du taux national de 2 %).

Le marché du travail de la province affiche l'un des taux les plus élevés du pays quant à la dépendance à l'égard de l'emploi dans le secteur public; en effet, un peu plus du quart de la population active y travaille (le secteur public comprend les services d'enseignement, les soins de santé et l'assistance sociale, de même que les administrations publiques), ce qui se traduit par un taux supérieur de six points de pourcentage à la moyenne nationale. Toutefois, cette dépendance a diminué avec le temps, car l'emploi dans le secteur privé détient une part de plus en plus importante.

Étant donné que la croissance de l'emploi a été supérieure à celle de la population active en 2018, le taux de chômage provincial a légèrement baissé par rapport à l'année précédente pour atteindre son point le plus faible en dix ans. Le taux de chômage de la province est ainsi tombé en dessous de la moyenne historique et s'est établi à 9,4 % pour l'année (comme l'illustre la figure 7). Parmi les principaux groupes d'âge de l'Île-du-Prince-Édouard, les jeunes affichaient en 2018 le plus haut taux de chômage (13,0 %). Le taux de chômage était de 15,6 % pour les jeunes hommes, alors qu'il se chiffrait à 10,2 % chez les jeunes femmes.

Sur 12 mois, la croissance de la population active de la province a dépassé celle de la population en âge de travailler, ce qui a porté le taux d'activité à 66,8 % en 2018. Malgré cette amélioration, le taux d'activité provincial demeure faible si l'on se rapporte aux résultats des années antérieures (on observait habituellement un taux d'environ 68 %). Quoi qu'il en soit, le taux d'activité de l'Île-du-Prince-Édouard demeure parmi les plus

élevés au pays (et le plus élevé au Canada atlantique) et dépasse la moyenne nationale par 1,3 point de pourcentage. Le taux d'activité chez les jeunes femmes était de 69,4 % en 2018, le plus élevé du pays.

De 2017 à 2018, l'augmentation du nombre de travailleurs à l'Île-du-Prince-Édouard s'est concentrée dans le secteur de la production de biens, tout particulièrement dans les industries de l'agriculture, de la construction et de la fabrication. Du côté du secteur des services, c'est dans l'industrie des services d'hébergement et de restauration que l'on a vu les gains les plus marquées au chapitre de l'emploi sur 12 mois.

En 2018, l'industrie agricole de l'Île-du-Prince-Édouard a profité d'une hausse du financement et des investissements dans le sous-secteur de l'aquaculture. Les entreprises locales spécialisées dans les mollusques et les crustacés ont connu une certaine croissance en 2018, ce qui s'explique en partie par les programmes de financement fédéraux-provinciaux. Cela a permis de compenser, dans une certaine mesure, la diminution du rendement des cultures de pommes de terre, qui est attribuable aux mauvaises conditions de récolte. Le nombre d'emplois dans le domaine de la construction a augmenté de 10 % en 2018 et a ainsi égalé le niveau record établi en 2014. L'industrie de la construction de la province a d'ailleurs connu une année record en 2018 (en grande partie grâce aux activités de construction résidentielle), malgré certains défis associés aux pénuries de main-d'œuvre dans diverses professions du milieu. Le nombre d'emplois dans l'industrie de la fabrication a augmenté de 5 % en 2018, ce qui constitue également un sommet pour la province. Cette industrie continue de prospérer, en partie grâce à un taux de change favorable, lequel rend les exportations (notamment les produits liés au domaine de l'aérospatiale et les produits alimentaires) plus concurrentielles sur les marchés internationaux.

Du côté de l'emploi dans le secteur des services, il convient de souligner, tout particulièrement, l'augmentation de près de 13 % du taux d'emploi dans l'industrie de l'hébergement et des services de restauration. Selon les estimations de l'industrie du tourisme de la province, le nombre de visiteurs qui se sont rendus à l'Île-du-Prince-Édouard en empruntant le Pont de la Confédération, un traversier ou la voie des airs s'est révélé à peu près égal aux chiffres obtenus durant la forte saison touristique de 2017; la province a aussi accueilli, de nouveau, davantage de navires de croisière, soit une augmentation de 8,2 % en 2018. Par ailleurs, il n'y a pas eu beaucoup de changements dans l'industrie qui emploie le plus de travailleurs à l'Île-du-Prince-Édouard, soit celle du commerce de gros et de détail; néanmoins, en 2018, le taux d'emploi y a égalé le sommet historique atteint un an plus tôt. Environ 85 % de l'emploi dans le commerce est concentré dans le sous-secteur du commerce de détail, le reste étant réparti dans le commerce de gros.

PRINCIPAUX DÉFIS TOUCHANT LE MARCHÉ DU TRAVAIL DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

Défi démographique

La population de la région de l'Atlantique vieillit plus rapidement que celle du reste du Canada. Combiné avec le dépeuplement, le vieillissement de la population devrait exercer des pressions sur le marché du travail, les finances publiques et les soins de santé. Le phénomène du vieillissement s'accroîtra au Canada atlantique au cours des prochaines décennies, alors que les membres de la cohorte du baby-boom atteindront graduellement 65 ans. Gérer les fonds de retraite et les finances publiques dans leur ensemble deviendra de plus en plus difficile, tout comme répondre à la demande croissante pour des services de soins de santé.

Selon le bureau de la statistique de l'Île-du-Prince-Édouard, la croissance de la population âgée continue de dépasser celle de la population en âge de travailler, ce qui fait augmenter l'âge moyen de la population en général. Les membres de la génération du baby-boom ont commencé à atteindre l'âge de 65 ans en 2011 et

cela se poursuivra au cours des prochaines décennies. Toutefois, l'âge médian dans la province a diminué pour la deuxième année consécutive en 2018 et s'est établi à 43,6 ans, grâce à des niveaux d'immigration historiques et, dans une moindre mesure, aux naissances. L'Île-du-Prince-Édouard est la seule province de la région à connaître une diminution de l'âge médian, bien que la croissance de l'âge médian en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick ait stagné ou ralenti. Pour ce qui est de Terre-Neuve-et-Labrador, l'âge médian continue d'y croître à un rythme constant.

Incertitude commerciale

Les exportations internationales représentent une importante source de revenus pour les entreprises de l'Île-du-Prince-Édouard. Ces dernières années, diverses industries de la province ont réussi à profiter de conditions d'exportation favorables, notamment la baisse du dollar canadien et l'accroissement de la demande de la part d'importants partenaires commerciaux. Les exportations provinciales de produits alimentaires transformés et de produits liés au domaine de l'aérospatiale, en particulier, ont considérablement augmenté ces dernières années.

En plus de l'incertitude entourant les fluctuations monétaires et la situation économique des partenaires commerciaux de la province, l'on ne connaît pas encore les effets qu'auront la ratification et la mise en œuvre de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique, qui est considéré comme un facteur de risque à court terme, de même que de l'Accord économique et commercial global entre le Canada, l'Union européenne et ses États membres. Ces types de facteurs ont, inévitablement, une incidence sur les décisions des entreprises en matière d'investissement et d'embauche. Cette incertitude pourrait représenter un risque particulièrement important pour les petites communautés de la province, étant donné qu'au sein de celles-ci, une plus grande proportion de travailleurs occupe un emploi dans des industries axées sur l'exportation (p. ex. l'agriculture et la fabrication) comparativement à ce que l'on voit dans les centres urbains.

Fossé entre les zones urbaines et rurales, et défis liés au logement

L'Île-du-Prince-Édouard est la seule province du Canada où la proportion de la population rurale (53 %) dépasse celle de la population urbaine (même si la taille de la population rurale diminue de façon constante au fil des ans). Parmi les défis qui touchent les communautés rurales, il y a l'importante présence de l'emploi saisonnier (qui est associé à l'agriculture, à la pêche et au tourisme), un taux de chômage élevé et l'exode des jeunes travailleurs (ce qui a des répercussions sur la composition de la population active dans les zones rurales et exerce des pressions supplémentaires sur le bassin de main-d'œuvre en place).

L'Île-du-Prince-Édouard connaît une croissance démographique importante depuis quelques années (stimulée par l'immigration internationale); elle se révèle supérieure à la moyenne nationale chaque année depuis 2016. Toutefois, la plupart des nouveaux résidents s'établissent dans les municipalités de plus grande taille, ce qui, en plus d'autres facteurs (p. ex. l'exode rural des aînés et des jeunes, l'augmentation du nombre d'étudiants étrangers qui s'inscrivent à des programmes d'études postsecondaires), a eu des répercussions sur le marché du logement dans la province. Près de 90 % des nouveaux immigrants s'établissent tout d'abord dans la région de Charlottetown. Selon certaines indications, ils préfèrent louer un logement, pendant la première année du moins, avant de devenir propriétaires. Cette situation est étayée par la diminution accélérée du taux d'inoccupation des appartements dans la province, qui est passé d'un sommet de 7,1 % en 2013 à 0,3 % en 2018.

En plus de lancer son Plan d'action sur le logement pour la période de 2018 à 2023 afin de régler les problèmes de la province en matière de logement (particulièrement en ce qui concerne l'abordabilité et l'offre), le gouvernement, au nombre de ses priorités, entend voir à ce qu'il y ait un meilleur équilibre entre les régions rurales et urbaines en ce qui a trait à la population active et à la population en général, et s'emploiera tout particulièrement à inciter les gens à s'établir dans les régions rurales. Ainsi, il a établi parmi les mesures clés

pour promouvoir le développement économique dans les zones rurales de la province des investissements dans les infrastructures et les installations communautaires (p. ex. en ce qui touche l'accès à des services Internet haute vitesse pour les résidents et les entreprises) de même que des services de soutien à l'intention des nouveaux arrivants s'établissant dans les régions rurales.

Remarque : Les auteurs ont pris un soin particulier à rédiger ce document en fondant leurs recherches sur des informations sur le marché du travail qui étaient exactes et pertinentes au moment de la publication. Le marché du travail étant en évolution constante, les données fournies peuvent avoir changé depuis la publication de ce document. Nous encourageons les lecteurs à consulter d'autres sources pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'économie et le marché du travail locaux. Les renseignements présentés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles d'Emploi et Développement social Canada.

Préparé par : Direction de l'analyse de l'information sur le marché du travail, Service Canada, Île-du-Prince-Édouard

Pour de plus amples informations, veuillez communiquer avec l'équipe de l'IMT à :

http://www.esdc.gc.ca/cgi-bin/contact/edsc-esdc/fra/contactez_nous.aspx?section=imt

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par Emploi et Développement social Canada, 2019, tous droits réservés